



## Conseil économique et social

Distr. générale  
18 décembre 2012  
Français  
Original : anglais

### Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2013

21-30 janvier et 8 février 2013

### Rapports quadriennaux pour la période 2008-2011 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, en application de la résolution 1996/31 du Conseil

Note du Secrétaire général

### Table des matières

	<i>Page</i>
1. Pos Keadilan Peduli Ummat. ....	3
2. Project One . . . . .	4
3. Rehab Group . . . . .	6
4. Centre de réadaptation et de recherche pour victimes de la torture. ....	8
5. Right to Play . . . . .	9
6. Centre rom pour les interventions et les études sociales . . . . .	11
7. Rural Africa Water Development Initiative. ....	13
8. Shinji Shumeikai . . . . .	15
9. Ship and Ocean Foundation . . . . .	17
10. Sister to Sister International . . . . .	19
11. Smile of a Child. ....	21
12. Social Action Forum for Manav Adhikar. ....	22



13.	Social Service Agency of the Protestant Church in Germany . . . . .	25
14.	Society for the Protection and Assistance of Socially Disadvantaged Individuals. . . . .	26
15.	Society of Catholic Medical Missionaries. . . . .	28

## **1. Pos Keadilan Peduli Ummat**

### **Statut consultatif spécial accordé en 2008**

#### **Introduction**

Pos Keadilan Peduli Ummat ou le Centre pour la justice et les soins dans la société est une fondation humanitaire sise en Indonésie. Créée vers la fin de 1999, elle compte désormais 17 branches dans toute l'Indonésie et une branche internationale à Londres.

Au cours de son développement, l'organisation est devenue une agence efficace de gestion par la collectivité pour l'aide humanitaire et d'autres activités d'assistance sociale et a obtenu une série d'accréditations.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

Notre vision consiste à être une organisation digne de confiance en ce qui concerne le développement de l'indépendance et de l'autosuffisance des collectivités. Notre mission consiste à autonomiser les villages et à faciliter leur réadaptation; à développer des partenariats avec les collectivités, le secteur privé, les organisations de l'État et les organisations non gouvernementales (ONG), à la fois nationales et internationales; et à fournir des services d'information, d'éducation et de sensibilisation aux bénéficiaires. Cette vision et cette mission sont reflétées dans cinq principaux groupes d'activités : microfinancement et autonomisation économique, services sociaux, éducation et protection de l'enfance, programmes sanitaires et gestion des risques liés aux catastrophes. Ces programmes répondent aux objectifs du Millénaire pour le développement.

#### **Contribution aux travaux de l'Organisation des Nations Unies**

Observant le manque d'accès aux soins de santé, l'organisation a eu l'idée de créer un dispensaire mobile intégré – le programme de santé intégrée des collectivités Pro Smiling. Pro Smiling est un programme sanitaire intégré de thérapie, de réadaptation et d'éducation. L'organisation a atteint plus de 2 millions de bénéficiaires depuis 1999 grâce à ses 16 branches dans toute l'Indonésie.

L'eau salubre représente l'une des principales conditions d'une vie saine et l'organisation a aidé à donner aux collectivités accès à de l'eau salubre. Les rampes de distribution d'eau ont été construites compte tenu des besoins des collectivités et de la situation sur le terrain. À côté des installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement, l'organisation a également encouragé la santé et hygiène grâce à la notion d'assainissement total piloté par la collectivité. Chaque année elle construit une centaine d'installations d'eau et d'assainissement dans toute l'Indonésie. Ses programmes de protection de l'enfance incluent l'établissement d'orphelinats et des programmes de bourses pour orphelins. Elle a apporté un soutien à plus de 1 800 orphelins âgés de 7 à 22 ans à Aceh, à Jakarta et dans d'autres provinces indonésiennes.

#### **Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies**

L'organisation a assisté au débat de haut niveau du Conseil économique et social de l'ONU en 2010 à New York; au Groupe de haut niveau sur la paix et le dialogue entre les cultures à New York le 11 mars 2011; à une conférence du

Programme des Nations Unies pour l'environnement sur la crise dans la Corne de l'Afrique tenue à Nairobi en 2011. Ses délégations ont également participé à des discussions sur l'élevage, la subsistance, l'eau et l'assainissement.

#### **Coopération avec des organismes des Nations Unies**

- Projet pilote de réduction des risques de catastrophe axé sur les collectivités n° 3 à Kota Bengkulu, exécuté en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 31 juillet 2011.
- Projet pilote de réduction des risques de catastrophes n° 2 à Nagari Batu Bajanjang, district de Solok à Sumatra, exécuté en collaboration avec le PNUD du 23 août 2010 au 22 septembre 2011.

#### **Initiatives prises par l'organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'organisation gère un dispensaire mobile gratuit pour des examens prénatals et pour des activités d'éducation et de promotion sanitaires, le dépistage et d'autres interventions en faveur de femmes en âge de procréer en vue de réduire les facteurs de risque susceptibles d'affecter de futures grossesses.

## **2. Project One**

#### **Statut spécial octroyé en 2004**

##### **Introduction**

Les buts et objectifs de Project One consistent à améliorer la qualité de la vie des enfants, à aider à faire face au problème de la faim dans le monde, à sensibiliser davantage l'opinion et à promouvoir la tolérance face aux différences afin de réduire les violations des droits de l'homme. L'organisation est reliée à un vaste réseau de partenaires dans le monde entier.

#### **Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies**

L'organisation a participé à diverses réunions intergouvernementales qui portent sur son principal objectif de promotion de l'enfance et de la famille. Ses représentants ont assisté aux réunions suivantes : une réunion sur les besoins de développement de l'Afrique tenue les 22 et 23 septembre 2008 au Siège de l'ONU; à la soixante-deuxième Conférence du Département de l'information pour les organisations non gouvernementale tenue du 9 au 11 septembre 2009 à Mexico City; à la cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme tenue du 2 au 13 mars 2009 à New York et à la quarante-troisième session de la Commission sur la population et le développement, tenue du 12 au 16 avril 2010 à New York.

#### **Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies**

Project One a soumis une lettre de soutien à la Commission des Nations Unies sur la population et le développement demandant que des indicateurs sur les maladies non transmissibles soient incorporés dans les objectifs du Millénaire pour

le développement aux fins du renforcement de leur prévention et de leur élimination.

### **Coopération avec des organismes des Nations Unies**

Project One souhaite se spécialiser davantage en travaillant avec différentes organisations. À la suite des terribles tornades survenues dans l'Alabama aux États-Unis d'Amérique, qui ont détruit son bureau et ont causé des victimes humaines, l'organisation se heurte à des restrictions budgétaires. Toutefois, sa reconstruction est menée avec vigueur et elle souhaite être associée de plus près aux organismes des Nations Unies.

### **Initiatives prises par l'organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Dans le cadre de ses activités, l'organisation a souscrit aux objectifs du Millénaire pour le développement.

Objectif 1 : Éliminer l'extrême pauvreté et la faim. L'organisation a créé et gère actuellement des installations qui alimentent 5 000 enfants au Kenya, contre 3 000 au départ. L'organisation a également appuyé l'allocation de terrains pour la construction d'orphelinats et d'écoles dans la région. Elle contribue à divers programmes de cette nature en d'autres lieux, y compris à Aruba dans les Antilles néerlandaises, en Haïti, en Inde, au Pérou et aux États-Unis.

Objectif 2 : Rendre l'enseignement primaire universel : l'organisation s'est attaquée au problème de l'alphabétisation en Alabama, aux États-Unis, lors de sa fondation en 2001. Depuis lors, elle a noué des contacts dans de multiples cultures pour continuer à promouvoir l'éducation en versant des contributions au United Negro College Fund et au Département de l'enseignement public de l'Alabama. En 2006, elle a participé à la création de villages dits du Millénaire en Afrique, offrant des solutions globales qui assurent à la fois le gîte, l'alimentation, l'habillement et l'éducation de tous les enfants. Elle met cette formule humanitaire globale en œuvre pour plus de 3 000 enfants répartis dans six villages d'Afrique.

Objectif 4 : Réduire la mortalité des enfants : l'organisation a apporté un appui en matière de ressources financières et de planification pour la création d'un hôpital pour enfants en Haïti et a consacré des ressources à des campagnes de vaccination d'enfants de moins de 1 an dans des écoles et des orphelinats en Afrique par l'intermédiaire de ses réseaux. Elle a organisé des visites systématiques de médecins missionnaires en Haïti et en Afrique pour contribuer à faire reculer la mortalité des enfants due à des maladies courantes qui peuvent être facilement soignées par la médecine occidentale et par des vaccinations.

### **Renseignements additionnels**

L'organisation a parrainé et célèbre les journées et manifestations spéciales de l'ONU dans tous les lieux où elle compte des membres, notamment par la tenue de séminaires et d'ateliers à son siège qui s'inscrivent dans une action continue de sensibilisation aux objectifs du Millénaire pour le développement : a) Journée internationale de la jeunesse – 12 août; b) Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale – 21 mars; c) Journée internationale de la femme – 8 mars; d) Journée internationale de l'alphabétisation – 8 septembre; iv) Journée

internationale des personnes âgées – 1<sup>er</sup> octobre; v) Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté – 17 octobre; vi) Journée des Nations Unies – 24 octobre. L'organisation a également distribué de grandes quantités de documents d'information sur les travaux de l'Organisation des Nations Unies.

### **3. Rehab Group**

#### **Statut consultatif spécial accordé en 1996**

##### **Introduction**

Rehab Group est une organisation chef de file non gouvernementale qui s'emploie à dispenser des soins de santé et des prestations sociales de haute qualité centrés sur les personnes. Elle attache une grande importance à son statut consultatif spécial auprès de l'Organisation des Nations Unies et s'est engagé à refléter les buts et objectifs des Nations Unies dans ses activités.

##### **Buts et objectifs de l'organisation**

L'organisation travaille dans les communautés locales en vue de fournir des services de qualité à des personnes qui les nécessitent et de leur ouvrir des perspectives. Plus de 54 000 personnes ont accès à ses services sanitaires et sociaux, ainsi qu'à des services en matière de formation, d'éducation et d'emploi et à des services commerciaux dans plus de 250 localités en Irlande, aux Pays-Bas, en Pologne et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

##### **Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies**

L'organisation a pris part, en qualité de partie prenante, à la présentation d'une série de rapports nationaux dans le cadre des instruments des droits de l'homme.

En 2011, elle a soumis un rapport parallèle à l'examen périodique universel de l'Irlande, examiné à Genève en octobre 2011. Le document a également été soumis au Ministère irlandais des affaires étrangères. Des représentants de l'organisation ont également participé à des réunions parallèles nationales consacrées à des examens périodiques universels. En 2009, l'organisation a soumis un rapport écrit au Comité des droits économiques, sociaux et culturels concernant le cinquième rapport présenté par le Royaume-Uni.

En 2008, l'organisation a participé à des réunions consultatives nationales consacrées à l'examen du troisième rapport périodique de l'Irlande soumis au titre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Elle a également soumis un rapport parallèle sur l'Irlande au Comité des droits de l'homme et un représentant a assisté à l'examen du troisième rapport périodique à la quatre-vingt-treizième session du Comité à Genève. Le Ministère irlandais des affaires étrangères est en train d'élaborer son quatrième rapport périodique au titre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et l'organisation y a apporté une contribution.

### **Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies**

L'organisation a participé à une série de réunions nationales consacrées à la Convention relative aux droits des personnes handicapées avant son adoption. L'Irlande ne l'a pas encore ratifiée, mais par la présentation de documents et par des interventions auprès des médias, l'organisation continue à appeler l'adoption d'une loi relative à la prise de décision assistée, considérée comme une condition nécessaire pour la ratification.

En 2011, l'organisation a soumis une déclaration écrite pour le débat de haut niveau du Conseil économique et social, recommandant que la déclaration ministérielle inclue un engagement spécifique en faveur de l'inclusion des enfants et des adultes handicapés mentaux et autres dans l'éducation.

### **Coopération avec les organismes des Nations Unies**

En 2011, on a commencé à planifier une manifestation parallèle à tenir à l'occasion du débat de haut niveau du Conseil économique et social en juillet 2012 sous le titre « L'emploi – la clef de l'inclusion sociale des personnes handicapées ».

### **Initiatives prises par l'organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Toutes les activités de l'organisation soutiennent la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans la mesure où elles apportent un appui à des enfants et des adultes handicapés, à des personnes âgées, à des chômeurs et à d'autres personnes marginalisées, afin qu'ils puissent mener une vie plus indépendante et plus prospère. L'organisation milite régulièrement en faveur de la modification des politiques nationales et internationales qui concernent les personnes handicapées.

Le programme international de bourses de l'organisation fournit des fonds de démarrage à des entreprises qui encouragent l'épanouissement personnel et créent des emplois durables pour des personnes handicapées dans des pays en développement. Au total, 100 000 livres sterling ont été affectées à des projets en Inde, à Maurice, au Népal et au Panama. À ce jour, plus d'un millier de personnes ont bénéficié du projet.

### **Renseignements additionnels**

L'organisation participe à des activités nationales de promotion des droits de l'homme. En Irlande, cela inclut la participation continue au Comité permanent des droits de l'homme composé du Département irlandais des affaires étrangères et d'organisations non gouvernementales, et à un séminaire de l'autorité nationale sur le handicap sur le thème « Le plan d'action du Conseil de l'Europe pour la promotion des droits et la pleine participation des personnes handicapées à la société et ses incidence pour l'Irlande ». L'organisation est membre des principaux organismes représentatifs internationaux y compris Rehabilitation International, la Plateforme européenne pour la réadaptation et Workability International. Cette participation prend la forme de l'organisation de réunions et de conférences et de la participation à de telles manifestations, la participation à des projets majeurs et la fourniture d'un soutien à d'autres organisations membres.

#### **4. Centre de réadaptation et de recherche pour les victimes de la torture**

##### **Statut consultatif spécial accordé en 2008**

##### **Introduction**

Le Centre de réadaptation et de recherche pour victimes de la torture est une institution autonome, indépendante de la politique des partis. Au Danemark, il traite des réfugiés qui ont survécu à la torture et conduit des recherches sur la torture et ses séquelles. Ce faisant, il a acquis des connaissances et une expérience spécialisées, et sur cette base, ses partenaires dans le Sud développent et ciblent des interventions.

##### **Buts et objectifs de l'organisation**

Le Centre a pour objectif déclaré de prévenir la torture et d'aider à alléger les souffrances humaines résultant de la torture – chez les personnes, les membres de leur famille et la collectivité. Il cherche à atteindre cet objectif en modifiant les mécanismes aboutissant à la torture grâce à des programmes exécutés dans les pays partenaires. Il conduit également des recherches destinées à développer et à diffuser des connaissances concernant la prévalence, les causes et les conséquences de la torture et de la violence organisée, ainsi que sur la réadaptation et sur les interventions préventives qui ciblent les survivants et les auteurs de la torture. Il fournit également au Danemark un traitement médical aux survivants de la torture, conduit des activités de sensibilisation au Danemark et diffuse des informations à la société danoise en général.

##### **Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies**

Le Centre adopte une démarche axée sur les droits fondamentaux, ce qui signifie que les principales conventions des Nations Unies se trouvent au cœur de ses activités. Par conséquent, il s'emploie constamment à faire avancer les buts et principes des Nations Unies en encourageant l'application de ses conventions et en aidant les États à s'acquitter de leurs obligations internationales, en particulier celles qui découlent de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et de son Protocole facultatif.

##### **Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies**

Le Centre et ses organisations partenaires ont participé aux réunions consacrées à l'examen périodique universel, aux réunions du Sous-Comité sur la prévention de la torture et aux examens concrets menés au titre de la Convention.

##### **Coopération avec des organismes des Nations Unies**

Le Centre a collaboré avec le Comité contre la torture, le Rapporteur spécial sur la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et le Sous-comité sur la prévention de la torture. En particulier, il a aidé ses partenaires à fournir des renseignements au Comité contre la torture dans le cadre de son examen du Sri Lanka et de la Tunisie. Il a mené avec le Sous-comité un dialogue continu sur l'application et l'interprétation du Protocole facultatif au cours de ses



réunions biennuelles et a entretenu un dialogue continu avec le Rapporteur spécial sur la situation dans les pays partenaires et les questions nationales connexes au Danemark. Le Centre a également joué un rôle clef en fournissant au Conseil des droits de l'homme des renseignements pour l'examen périodique universel du Danemark et a appuyé activement ce processus par des activités de sensibilisation au Danemark.

### **Initiatives prises par l'organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Le Centre soutient les objectifs du Millénaire pour le développement dans la mesure où ses activités contre la torture mettent l'accent sur le problème de la pauvreté et de son atténuation. La torture est étroitement liée à la pauvreté, puisque ses victimes proviennent souvent de groupes marginalisés de la population comme les pauvres, les minorités ethniques ou les victimes de la discrimination raciale. Par conséquent, les travaux destinés à responsabiliser ces groupes se trouvent au cœur des activités d'atténuation de la pauvreté et constituent un facteur clef dans bon nombre de ses programmes.

## **5. Right to Play**

### **Statut consultatif spécial accordé en 2004**

#### **Introduction**

Right to Play exécute des programmes d'apprentissage expérimentaux centrés sur les enfants qui emploient une méthodologie axée sur le sport et le jeu en vue d'améliorer la santé, de développer des compétences pratiques et de promouvoir la paix pour les enfants et les jeunes. L'organisation conduit des activités au Bénin, au Burundi, en Chine, en Éthiopie, au Ghana, en Jordanie, au Kenya, au Liban, au Libéria, au Mali, au Mozambique, en Ouganda, au Pakistan, au Pérou, en République-Unie de Tanzanie, au Rwanda, au Soudan du Sud, en Thaïlande et sur le Territoire palestinien occupé.

#### **Changements majeurs survenus au sein de l'organisation**

L'organisation s'est développée sensiblement, ses revenus passant de 27,6 millions de dollars en 2007 à 32,1 millions de dollars en 2011. Pendant la période considérée, elle a commencé à appliquer sa méthodologie au Burundi, en Chine, au Mozambique, au Kenya et au Pérou et a apporté une assistance technique à l'État plurinational de Bolivie et à la Colombie. Elle exécute également des programmes pilotes au Canada, en Norvège et aux États-Unis. Elle a arrêté ses opérations en Azerbaïdjan, à Doubaï, en Indonésie et en Zambie.

#### **Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies**

Entre 2004 et 2008, l'organisation a servi de secrétariat pour le Groupe de travail international pour le sport au service du développement et de la paix et a produit deux publications intitulées « Mettre le potentiel du sport au service du développement et de la paix : recommandations à l'intention des gouvernements » et « Le sport pour le développement et la paix : les gouvernements en action »; elle a

contribué à l'élaboration des résolutions 63/135 et 65/4 de l'Assemblée générale et au document d'information intitulé « Autonomiser les filles et les femmes grâce à l'éducation physique et le sport » publié par le bureau de Bangkok de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) en 2012.

Right to Play UK est un partenaire d'UNICEF UK pour l'exécution, dans le cadre du programme « International Inspiration », du programme de patrimoine sportif des Jeux olympiques de 2012 de Londres, de projets en Azerbaïdjan, en Jordanie et en Zambie.

### **Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies**

En septembre 2010, l'organisation a participé à la Conférence mondiale sur l'éducation et la protection de la petite enfance, organisée par l'UNESCO, le Gouvernement de la Fédération de Russie et la ville de Moscou, et à une table ronde organisée à New York sur le thème « La valeur du sport en tant qu'outil du développement », accueillie par le Bureau des Nations Unies pour le sport au service du développement et de la paix.

En février 2010, des représentants de l'organisation ont assisté à une manifestation spéciale du Conseil économique et social tenue à New York sur le rôle de la philanthropie dans la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

En mai 2011, l'organisation a présenté un exposé à la session plénière du Groupe de travail international pour le sport au service du développement et de la paix à Genève.

En février et mars 2012, des représentants de l'organisation ont assisté à la cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme et au Forum sur le rôle des entreprises dans l'autonomisation des femmes organisé au Siège de l'ONU par le Business Civic Leadership Center et le Bureau des Nations Unies pour les partenariats, en collaboration avec le Center for Women in Business.

### **Coopération avec des organismes des Nations Unies**

Right to Play est un partenaire des organismes des Nations Unies dans tous les pays où elle a des opérations. Ses récentes activités sont les suivantes, entre autres :

- En 2009, l'organisation a reçu des fonds de l'Office de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) dans le cadre d'un contrat de louage de services destiné à soutenir les activités menées en République arabe syrienne. Depuis 2009, l'UNRWA finance des contrats de louage de services de l'organisation pour des activités au Liban, en République arabe syrienne et sur le Territoire palestinien occupé. En 2008, l'organisation et l'UNRWA ont modifié leur mémorandum d'accord.
- Entre 2007 et 2010, l'organisation a collaboré avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) pour les projets de Ninemillion.org en Azerbaïdjan, au Libéria, en Ouganda et en Thaïlande. En 2010, le HCR a appuyé les activités de l'organisation dans 14 camps de secours au Ghana, au Libéria et en Ouganda et dans des foyers en Thaïlande.

- En 2008, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'organisation ont formé un partenariat pour l'exécution de projets 'International Inspiration' en Azerbaïdjan, en Jordanie et en Zambie.
- En 2010, l'organisation et l'UNESCO ont formé un partenariat sur le Territoire palestinien occupé, et en 2011, au Bénin.
- En 2008, l'organisation a signé un mémorandum d'accord pour cinq ans avec le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et a collaboré avec lui pour l'exécution d'un projet du patrimoine social de la Coupe du monde de la Fédération Internationale du Football Association (FIFA) intitulé « Youth for a safer Africa ».
- À partir de 2007, l'organisation a servi de secrétariat pour le Groupe de travail international sur le sport au service du développement et de la paix jusqu'à ce que ce rôle soit assumé par le Bureau des Nations Unies sur le sport au service du développement et de la paix.
- Entre 2008 et 2011, le PNUD a appuyé des programmes de l'organisation au Mozambique et en Zambie.

#### **Initiatives prises par l'organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

S'agissant de l'objectif 2, les évaluations des programmes de l'organisation exécutés dans des environnements éducatifs structurés ont montré que les élèves améliorent leurs résultats et leur taux de fréquentation, notamment leurs compétences linguistiques et leur aptitude au calcul, et qu'ils sont motivés davantage à fréquenter l'école.

S'agissant de l'objectif 3 (Promouvoir l'égalité des sexes et autonomiser les femmes), la participation des filles et des femmes dans des rôles de commandement renforce sensiblement leur confiance et a une incidence majeure sur la société. La moitié des participants au programme de l'organisation (entraîneurs et participants) sont féminins.

S'agissant de l'objectif 6 (Lutter contre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies), des évaluations des programmes ont indiqué des changements importants en ce qui concerne les connaissances, les attitudes et les comportements en matière de santé.

## **6. Centre rom pour les interventions et les études sociales**

### **Statut consultatif spécial accordé en 2008**

#### **Introduction**

Le Centre rom pour les interventions et les études sociales est une ONG fondée en 1993. Le Centre a pour mission de défendre les droits des Rom en Roumanie. Il offre une aide juridique en cas d'abus et s'emploie à prévenir la discrimination fondée sur l'origine ethnique dans toutes les sphères de la vie publique, y compris l'éducation, le logement et la santé.

**Buts et objectifs de l'organisation**

Les activités développées dans le cadre du développement des droits de l'homme ciblent les abus commis par les responsables de l'application des lois; elles visent à assurer l'égalité d'accès à l'éducation (surveillance et action en justice en cas de violation du droit à l'éducation, par exemple la ségrégation dans les écoles) et l'égalité des droits en matière d'accès aux services de santé et au logement, à lutter contre la discrimination en matière d'emploi et à combattre la discrimination encouragée par les médias. D'autres objectifs de l'organisation incluent l'amélioration des programmes de médiation sanitaire lancée par le Centre; la création des bases d'une éducation de qualité pour les enfants rom et la préservation de leur identité culturelle; l'amélioration de l'accès des enfants rom à l'éducation et la lutte contre leur ségrégation dans les écoles; la participation à l'élaboration des politiques des pouvoirs publics concernant les Rom au niveau national grâce à la formation de coalitions et d'alliances; et la diffusion d'informations sur les programmes exécutés aux partenaires et donateurs internationaux.

**Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies**

Les quatre dernières années, le Centre a accordé une attention spéciale au secteur de l'éducation en vue de contribuer au développement économique et social des collectivités rom. Il a travaillé dans plus d'une centaine d'écoles pour lutter contre la ségrégation et l'abandon scolaire et pour encourager la fréquentation de l'enseignement par les enfants rom. Deux projets stratégiques de cette nature ont été exécutés pendant cette période.

**Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies**

- Pendant la période considérée, le Centre et le Centre régional européen d'initiatives publiques ont soumis une proposition au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et au Comité des droits de l'enfant en vue de soutenir l'élaboration d'un commentaire ou d'une recommandation générale sur les pratiques nuisibles.
- En 2008, le Centre a soumis un rapport parallèle sur la Roumanie dans le cadre de l'examen périodique universel.
- En mars 2010, des représentants du Centre ont assisté à la huitième session de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale à New York et ont soumis une déclaration sur la protection des personnes analphabètes.
- En avril 2009, des représentants du Centre ont assisté à la huitième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à Vienne et ont soumis une déclaration sur la protection des personnes analphabètes dans les procédures pénales.
- En 2010, le Centre et l'Alliance civique rom ont soumis un rapport parallèle au Comité sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale lors de l'examen des seizième au dix-neuvième rapports périodiques présentés par la Roumanie à sa soixante-dix-septième session.

- En novembre 2009, le Centre a assisté à la deuxième session du Forum sur les questions relatives aux minorités à Genève et y a soumis une déclaration sur la participation politique des Rom.
- En 2011, le Centre a soumis une déclaration écrite sur l'éducation à l'intention du débat de haut niveau du Conseil économique et social.

### **Coopération avec des organismes des Nations Unies**

Le Centre et le bureau du PNUD en Roumanie ont formé, en collaboration avec d'autres ONG, une coalition en 2011 pour surveiller l'élaboration et l'adoption de la stratégie gouvernementale relative au Rom et ont soumis des observations sur le projet. Le Centre a également conduit, avec le soutien du bureau de l'UNICEF en Roumanie, une étude sur la participation des Rom dans l'éducation, l'abandon scolaire et la discrimination à leur égard, disponible sur le site Web [www.romanicriss.org](http://www.romanicriss.org). En 2011, le Centre a collaboré étroitement avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) en Roumanie en vue d'identifier et de soutenir des mesures susceptibles d'améliorer la précision des données du recensement concernant la composition ethnique de la population. Des représentants du Centre ont assisté à plusieurs réunions organisées par le FNUAP et des représentants du FNUAP ont assisté à la conférence de presse consacrée au lancement de la campagne du Centre intitulé « Déclarer ouvertement votre ethnicité dans le cadre du recensement! ».

### **Initiatives prises par l'organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Les quatre dernières années, le Centre a concentré son attention sur l'objectif 2, entre autres. Il a simultanément exécuté des programmes de promotion et de garantie d'une éducation égale et de qualité pour les Rom et intenté des actions en justice stratégiques destinées à combattre la ségrégation.

## **7. Rural Africa Water Development Initiative**

### **Statut consultatif spécial accordé en 2008**

#### **Introduction**

Les principales activités de la Rural Africa Water Development Initiative sont concentrées dans la région du delta du Niger riche en pétrole, mais l'organisation a également élaboré et exécuté avec succès des projets dans des régions du Burkina Faso, du Cameroun, de la Gambie, du Ghana, du Libéria, du Sénégal et du Tchad.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

Le but de l'Initiative consiste à promouvoir le développement durable dans des collectivités écologiquement ravagées de l'Afrique grâce à l'amélioration de l'accès des populations à des ressources en eau suffisantes et salubres et à des écosystèmes viables.

Ses objectifs sont les suivants :

- Sauvegarder la santé publique et atténuer la pauvreté grâce à l'amélioration de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène.

- Promouvoir la résilience des écosystèmes d'eau douce grâce à la gestion des bassins versants.
- Promouvoir l'efficacité des activités de subsistance basées sur l'eau, y compris la sécurité alimentaire.
- Promouvoir la participation des collectivités locales, y compris l'intégration d'une démarche soucieuse de l'égalité des sexes.
- Sa mission consiste à être un centre de compétences et à collaborer avec des groupes locaux et internationaux pertinents, et avec d'autres parties prenantes, aux fins de la fourniture de technologies appropriées pour le développement durable.

### **Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies**

L'organisation a créé des partenariats avec des associations locales de femmes et d'autres parties prenantes en vue de soutenir des ménages vulnérables dans les collectivités du delta du Niger et d'améliorer au maximum la qualité de leur eau potable. Elle facilite l'accès de millions de personnes vulnérables à de l'eau potable salubre et sûre grâce à la fabrication, la fourniture et l'installation de filtres bio-sable. Plus de 35 000 filtres ont été fabriqués et installés dans des ménages depuis 2006.

### **Coopération avec des organismes des Nations Unies**

L'organisation collabore avec le réseau de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur le traitement et le stockage de l'eau destinée aux ménages pour la promotion de technologies appropriées et de pratiques optimales.

### **Initiatives prises par l'organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'organisation a concentré ses activités principalement sur les objectifs liés à la viabilité environnementale, qui incluent les suivantes :

- Construction de latrines dans deux écoles publiques à Owerri, État d'Imo (Nigéria).
- Fabrication de filtres Mor-sand à l'intention des collectivités des zones de production pétrolière dans sept États du delta du Niger.
- Gérer le ruissellement et l'érosion pour assurer la sécurité alimentaire dans des collectivités de l'État Imo.
- Renforcer les liens entre le captage des eaux de pluie et la conservation des sols et de l'eau à Okigwe, État Imo.

## 8. Shinji Shumeikai

### Statut consultatif spéciale accordé en 2004

#### Introduction

Shinji Shumeikai vise à stimuler une profonde appréciation des arts, la compréhension de l'harmonie inhérente aux écosystèmes naturels et un engagement en faveur des facteurs qui unissent les diverses populations du monde en une seule famille.

#### Contribution aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a contribué aux travaux de l'Organisation des Nations Unies par ses programmes agricoles écologiques, qui incluent la création de capacités et des activités de formation au Brésil, aux États-Unis, en Europe, au Japon, aux Philippines et en Zambie. Elle s'est employée activement à créer des réseaux et des partenariats avec d'autres ONG sur la question de l'agriculture durable, à réduire la pauvreté, à soutenir les petits exploitants agricoles, à améliorer la condition de la femme, à réduire les émissions de dioxyde de carbone et à protéger l'environnement naturel. Elle a également participé, au cours des années, à des réunions de l'Organisation des Nations Unies et a été engagée activement dans les réunions préparatoires de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable tenue à Rio de Janeiro (Brésil) du 20 aux 22 juin 2012. L'organisation a également parrainé et organisé des colloques de sensibilisation à l'environnement.

#### Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation à participer aux réunions suivantes :

- Débat thématique de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement, 1<sup>er</sup> avril 2008 au Siège de l'ONU.
- Seizième session de la Commission du développement durable, 5-16 mai 2008 au Siège de l'ONU.
- Débat de haut niveau du Conseil économique et social et Foire de l'innovation organisée dans le cadre de l'examen ministériel annuel sur la réalisation des objectifs arrêtés et des engagements pris sur le plan international en matière de développement durable, 30 juin-3 juillet 2008, au Siège de l'ONU.
- Dix-septième session de la Commission durable, 4-15 mai 2009, et Réunion préparatoire intergouvernementale, 23-27 février 2009, au Siège de l'ONU.
- Quinzième session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, 7-18 décembre 2009, à Copenhague.
- Dix-huitième session de la Commission du développement durable, 3-14 mai 2010, au siège de l'ONU.
- Première session du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, 16-18 mai 2010, au siège de l'ONU.

- Seizième session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, 29 novembre-10 décembre 2010, à Cancun (Mexique).
- Première réunion intersessions de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, 10 et 11 janvier 2011, au Siège de l'ONU.
- Dix-neuvième session de la Commission du développement durable, 2-13 mai 2011, et Réunion préparatoire intergouvernementale, 28 février-4 mars 2011, au Siège de l'ONU.
- Deuxième session du Comité préparatoire pour la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, 7 et 8 mars 2011, au Siège de l'ONU.
- Dialogue interactif de l'Assemblée générale sur l'harmonie avec la nature, 18 avril 2011, au Siège de l'ONU.
- Dialogue thématique informel de l'Assemblée générale sur l'économie verte : une voie vers le développement durable, 2 juin 2011 au Siège de l'ONU.
- Consultations du Programme des Nations Unies pour l'environnement avec les principaux groupes sur la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, 1<sup>er</sup> septembre 2011, à Bonn, (Allemagne).
- Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales sur le thème « Sociétés durables; citoyens réceptifs », 3-5 septembre 2011, à Bonn.
- Dix-septième session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, 28 novembre-9 décembre 2011, Durban (Afrique du Sud).
- Deuxième réunion intersession de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, 15 et 16 décembre 2011, au Siège de l'ONU.

### **Coopération avec les organismes des Nations Unies**

L'organisation a formulé des recommandations et apporté une contribution aux discussions concernant la crise alimentaire mondiale et a présenté son programme d'agriculture durable en Zambie au Forum de la société civile du Conseil économique et social sur la crise alimentaire mondiale, le 20 mai 2008, au Siège de l'ONU.

Un représentant de l'organisation a participé à une table ronde organisée à l'occasion du déjeuner ministériel du Conseil économique et social sur l'incidence des changements climatiques sur la sécurité alimentaire dans les pays les moins avancés le 1<sup>er</sup> juillet 2008 au Siège de l'ONU.

### **Initiatives prises par organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'organisation a contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Asie, en Amérique du Nord, en Afrique et en Europe grâce à ses programmes de création de capacités et de formation en matière d'agriculture durable, qui ont contribué concrètement à l'élimination de l'extrême pauvreté et de la faim, à la promotion de l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, à la



réduction de la mortalité de l'enfant, à l'amélioration de la santé maternelle et à la viabilité environnementale. Par exemple, son programme de partenariat en Zambie travaille avec 7 000 agricultrices. À l'appui de l'objectif 7 (assurer la viabilité environnementale), l'organisation a parrainé une série de manifestations, y compris un colloque tenu le 7 juin 2008 à Shiga (Japon) sur le thème « La Charte de la Terre et l'écologie » destiné à sensibiliser aux problèmes de l'environnement et aux objectifs du Millénaire pour le développement et à soutenir la Charte de la Terre. Le colloque a examiné des questions comme l'économie mondiale, l'environnement et les changements climatiques.

## **9. Ship and Ocean Foundation**

### **Statut consultatif spécial accordé en 2008**

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

Ship and Ocean Foundation a pour but de promouvoir la construction navale et les industries manufacturières connexes grâce à des activités telles que des diagnostics de la gestion, le financement des opérations, la promotion du développement technologique et les mesures de lutte contre la pollution du milieu marin par le pétrole.

#### **Contribution de l'Organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies**

En 2011, travaillant sous le nom de Ocean Policy Research Foundation, l'organisation a soumis des propositions globales au secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable. Elle a également proposé qu'un chapitre séparé du document final de la Conférence soit consacré exclusivement à la question des océans, en vue d'assurer la reconnaissance de l'importance des océans par les gouvernements et la communauté internationale dans son ensemble. Il a recommandé l'inclusion dans le programme concernant les océans des cinq mesures suivantes :

- Promotion d'une politique globale concernant les océans.
- Gestion des îles et des espaces océaniques environnants.
- Développement durable des industries maritimes.
- Éducation du public.
- Action en cas de catastrophes marines.

Entre 2008 et 2010, l'organisation était membre d'un consortium de 10 institutions, dirigé par le Norwegian Marine Technology Research Institute, qui a conduit une étude sur les émissions de gaz de serre.

Entre 2009 et 2011, l'organisation a conduit un programme international de recherche en collaboration avec l'Australian National Centre for Ocean Resources and Security et a élaboré un projet de politique intitulé « Pour une meilleure conservation et gestion des îles et des espaces océaniques environnants ».

En 2010, l'organisation a créé un groupe d'experts chargé de conduire des recherches sur des questions relatives à l'océan Arctique, qui a achevé ses travaux

en présentant un rapport qui contient tous les exposés et les propositions présentés et discussions organisées dans le cadre de ce processus et en formulant des propositions concernant la politique à mener.

### **Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies**

En 2009, 2010 et 2011, des représentants de l'organisation ont assisté et ont présenté des déclarations écrites aux réunions suivantes tenues au Siège de l'ONU :

- Dixième réunion du Processus consultatif informel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer, 17-19 juin 2009.
- Onzième réunion du Processus consultatif informel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer, 21-25 juin 2010.
- Première réunion du Groupe de travail spécial plénier sur le Mécanisme de notification et d'évaluation systématiques à l'échelle mondiale de l'état du milieu marin, y compris les aspects socioéconomiques.
- Vingt et unième réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, 13-17 juin 2011.
- Douzième réunion du Processus consultatif informel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer, 22-24 juin 2011.
- Deuxième réunion du Groupe de travail spécial plénier sur le Mécanisme de notification et d'évaluation systématiques à l'échelle mondiale de l'état du milieu marin, y compris les aspects socioéconomiques, 27 et 28 juin 2011.

### **Coopération avec des organismes des Nations Unies**

- Exécution, en collaboration avec l'Université maritime mondiale, créée par l'Organisation maritime internationale, d'un projet visant à renforcer et à élargir la coopération internationale dans des domaines liés aux océans en encourageant la mise en valeur internationale de ressources humaines et l'établissement de réseaux grâce à un fonds de bourses créé par organisation. Depuis la création de ce fonds en 1987, l'organisation a attribué plus de 450 bourses. Entre 2008 et 2011, des bourses ont été attribuées à 131 lauréats pour des cours de maîtrise à l'Université. Depuis 2008, le montant total des bourses attribuées s'élève à 2 millions de dollars. Une proposition tendant à soutenir la création d'un réseau d'anciens élèves est en cours d'examen.
- En association avec le secrétariat de la Convention sur la diversité biologique et en collaboration avec des organisations gouvernementales et non gouvernementales, l'organisation a organisé la Journée des océans à Nagoya dans le cadre de la dixième Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique tenue à Nagoya (Japon) du 11 au 29 octobre 2010. La Journée des océans à Nagoya a appelé l'attention des décideurs de haut niveau sur la nécessité de s'attaquer aux principales causes de la perte de diversité biologique dans les océans et les zones côtières, a pris note de la réalisation d'une série d'objectifs mondiaux en matière de diversité biologique et a esquissé les prochaines mesures à prendre dans le cadre d'un programme mondial sur les océans.

### **Renseignements additionnels**

L'organisation n'a pas participé aussi pleinement que l'on pourrait le penser aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires, comme elle a concentré ses activités sur l'élaboration et l'exécution de programmes concernant les océans et le droit de la mer, ainsi que sur l'élargissement des connaissances sur ces questions, collaborant principalement avec la Division des affaires maritimes et du droit de la mer et l'Organisation maritime internationale.

## **10. Sister to Sister International**

### **Statut consultatif spécial accordé en 2004**

#### **Introduction**

Sister to Sister International établit des liens entre des femmes d'ascendance africaine à l'échelle mondiale et les ressources qui les relie, les font progresser et les renforcent. Les mandants de l'organisation sont essentiellement des femmes d'ascendance africaine dans l'ensemble de la diaspora, y compris des fillettes, mais aussi un échantillon représentatif de jeunes hommes. Les divers réseaux de membres intergénérationnels de l'organisation comprennent notamment des femmes d'organisations sociales de base, du milieu des affaires, du secteur professionnel et du domaine politique.

#### **Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies**

L'organisation parraine des forums éducatifs et relie les jeunes à des projets sur le site Web de la cyberécole du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour influencer sur l'alphabétisation et promouvoir l'éducation universelle, notamment par des activités d'alphabétisation avec la Bibliothèque nationale gambienne. Elle parraine des manifestations parallèles, y compris des ateliers et des forums sur des questions thématiques lors des réunions annuelles de la Commission de la condition de la femme. Elle soutient le Programme Maama Kit, une initiative sur l'accouchement sans risque à l'intention des femmes africaines, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé. Elle parraine des activités de dépistage et de prévention qui aident à lutter contre la pandémie du VIH/sida, ainsi qu'une initiative de mise en réseau qui favorise les partenariats mondiaux entre les organisations non gouvernementales de femmes africaines de la diaspora et diverses personnes ressources. L'organisation utilise également l'Internet pour garantir la diffusion opportune des communications de l'Organisation des Nations Unies à ses membres et d'autres mandants dans le monde.

#### **Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies**

Les quatre dernières années, l'organisation a parrainé des forums et des manifestations parallèles lors des sessions de la Commission de la condition de la femme au Siège de l'ONU. Ces manifestations ont lieu à l'occasion de la Journée des Nations Unies, qui a donné l'occasion à des femmes de descendance africaine, à la fois locales et internationales, d'examiner les progrès accomplis sur des questions thématiques dans l'optique des femmes de couleur.

Les représentantes de l'organisation ont participé aux sessions suivantes de la Commission de la condition de la femme et aux réunions de planification du Comité d'ONG sur la condition de la femme tenues au Siège de l'ONU, et y ont présenté des déclarations écrites et orales :

- L'organisation a présenté des déclarations écrites et orales à la cinquante-cinquième session de la Commission de la femme en 2011 sous le titre « L'éducation en matière de science, de technologies, d'ingénierie et de mathématiques, l'emploi et le travail décent : une perspective de la diaspora africaine ». L'organisation a collaboré avec le groupe africain et d'autres durant le débat et a organisé ses trois manifestations parallèles le 2 mars 2011, y compris une visite de l'ONU à l'intention d'étudiants locaux et un atelier thématique lors duquel l'organisation a partagé son expérience concernant le camp d'éducation pour des filles en tant que pratique optimale avec les administrateurs de programmes de l'UNICEF et de représentants d'ONG. Cela a été suivi d'une réception d'établissement de réseaux avec des dirigeants de l'ONU et d'autres acteurs.
- À la cinquante-quatrième session de la Commission en 2010, l'organisation a collaboré avec le groupe africain et d'autres au cours du débat et a organisé ses trois manifestations parallèles traditionnelles le 10 mars.
- À la cinquante-troisième session de la Commission en 2009, l'organisation a collaboré étroitement avec le groupe africain et d'autres au cours du débat et a organisé ses trois manifestations parallèles traditionnelles de 9 mars.
- À la cinquante-deuxième session de la Commission en 2008, des membres locaux et internationaux ont participé à la « Journée des Nations Unies de Sister to Sister International », organisée le 7 mars.

### **Coopération avec les organismes des Nations Unies**

L'organisation a collaboré et collabore actuellement avec divers organismes des Nations Unies, entre autres l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), l'OMS, l'UNICEF et le bureau de la Campagne pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement pour les activités qui sont mentionnées dans le présent rapport.

### **Initiatives prises par l'organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Les programmes de l'organisation sont concentrés principalement sur les États-Unis, l'Afrique et les Caraïbes, ainsi que sur les objectifs du Millénaire pour le développement 2, 3, 4, 5, 6 et 8 (Créer un partenariat mondial pour le développement). L'organisation s'est également employée à soutenir la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement grâce à divers projets.

## 11. Smile of a Child

### Statut consultatif spécial accordé en 2009

#### Introduction

Smile of a Child est une ONG enregistrée en Grèce où elle travaille dans le domaine de la protection de l'enfance et des droits de l'enfant depuis 1996. S'appuyant sur des employés engagés et des centaines de volontaires, elle exécute divers programmes en faveur du bien-être et de la protection physique, de la santé psychologique et de la sécurité de milliers d'enfants vulnérables en Grèce.

#### Buts et objectifs de l'organisation

- Création et exploitation dans le pays de 11 foyers communautaires pour enfants vulnérables.
  - Exploitation d'une permanence téléphonique pour enfants – « SOS 1056 ».
  - Exploitation en Grèce la permanence téléphonique européenne « 116 000 » pour enfants portés disparus.
  - Gestion de Amber Alert Hellas – programme national de coordination pour la notification de la disparition ou l'enlèvement de mineurs (avec la coopération de 54 autres institutions publiques et privées).
  - Intervention d'urgence en faveur des enfants en danger.
  - Coopération sur une série de questions avec le Centre national pour enfants portés disparus et exploités.
  - Mis en place du Centre de l'Europe du Sud-Est pour enfants portés disparus et exploités.
  - Mobilisation de donneurs de sang, de plaquettes sanguines et de moelle épinière.
  - Mise à la disposition des services d'urgence de tous les pays de formations sanitaires mobiles et d'ambulances incorporant les techniques les plus modernes pour le transport en toute sécurité des enfants et de nouveau-nés.
- Services de médecine et dentisterie préventive dans les écoles et les zones isolées du pays fournis par les formations sanitaires mobiles de l'organisation.
- Programmes d'information, de prévention et de sensibilisation pour enfants, parents et enseignants.
  - Soutien psychosocial apporté à des enfants et à leurs familles.
  - Organisation de loisirs créateurs dans les hôpitaux d'enfants à Athènes, Thessaloniki et Patras.

#### Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

- Participation à la soixante et unième Conférence du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales à Paris en septembre 2008, à laquelle Smile of a Child a organisé le 4 septembre un

atelier sous le titre « Nos enfants, leurs droits et notre avenir – l'éducation en tant que droit fondamental ».

- Participation à la soixante-deuxième Conférence du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales à Mexico City en septembre 2009.
- Participation à la soixante-quatrième Conférence du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales à Bonn en septembre 2011.

### **Coopération avec les organismes des Nations Unies**

Participation d'un représentant de l'organisation en qualité d'expert à la réunion d'information hebdomadaire des ONG associées avec le Département de l'information en février 2010 consacrée à la question de la prévention et de la répression de la traite des femmes et des enfants et de leur protection.

### **Initiatives prises par l'organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

À l'appui de la réalisation de l'objectif 4, l'organisation fournit depuis 2002 ses services de médecine préventive à des enfants dans toute la Grèce. Entre 2002 et 2010, des milliers d'enfants de divers âges ont été examinés. À l'heure actuelle, l'organisation compte trois formations de médecine préventive pour enfants. Le programme est exécuté sous les auspices des ministères compétents : les ministères de l'éducation, de l'apprentissage continu et des affaires religieuses; et de la santé et de la solidarité sociale. Le rôle de l'organisation consiste à fournir des services de médecine préventive et, dans certains cas, de traitement à des enfants de tous âges à la fois dans les centres urbains et les villages isolés. Les formations de médecine préventive sont composées de médecins volontaires, d'un(e) assistant(e) social(e) et d'une infirmière appartenant à l'organisation.

### **Renseignements additionnels**

Le 11 octobre 2010, à Athènes, le Centre de l'Europe du Sud-Est pour enfants portés disparus et exploités a été inauguré en tant qu'initiative conjointe de l'organisation et de l'International Centre for Missing and Exploited Children.

## **12. Social Action Forum for Manav Adhikar**

### **Statut consultatif spécial accordé en 2008**

#### **Introduction**

Social Action Forum for Manav Adhikar est une ONG basée en Inde, composée de juristes, de membres des professions libérales et d'experts de l'éducation attachés à la protection et la promotion des droits de l'homme. Sa mission consiste à aider les sections vulnérables et marginalisées de la société à comprendre la manière dont les lois, les droits de l'homme et la condition de la femme affectent leur vie et les mettent à même de lutter contre la discrimination et l'injustice. Ses activités couvrent l'ensemble du territoire national.

### **Buts et objectifs de l'organisation**

L'objectif primordial de l'organisation consiste à œuvrer en faveur de la protection et de la promotion des droits de l'homme proclamés dans la Constitution indienne et garantis par diverses lois, en utilisant les procédures juridiques et judiciaires en tant que moyen d'action et de recours. Elle cible principalement les secteurs défavorisés de la société, en particulier les enfants et les femmes, qui, faute de connaissances et de moyens d'accès, ne sont pas en mesure de faire valoir leurs droits. Ses objectifs opérationnels concrets consistent à sensibiliser les gens, à être vigilant à l'égard des violations des droits de l'homme, à fournir une aide judiciaire gratuite, à servir de groupe de pression, à mobiliser l'opinion publique en faveur de l'élimination des fléaux sociaux, à mettre en relief les questions brûlantes confrontées par la société et à intenter des actions en justice en vue d'éliminer l'exploitation des secteurs sous-privilegiés de la société, en particulier des femmes et des enfants.

### **Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies**

La protection des droits de l'homme et les questions relatives au développement économique et social, dont l'organisation s'occupe activement, sont également des questions qui intéressent le Conseil économique et social. L'initiative particulière de l'organisation consiste à intégrer les stratégies d'atténuation de la pauvreté dans des campagnes de sensibilisation des femmes et des autres groupes marginalisés à leurs droits.

### **Coopération avec les organismes des Nations Unies**

- Fourniture en 2011, en collaboration avec Solution Exchange for Gender Community, d'une assistance technique aux fins de l'élaboration d'un code de conduite pour la promotion de la tolérance zéro à l'égard du harcèlement sexuel sur le lieu de travail. Le code a été transformé, aux fins de sa diffusion, en une affiche et une page publicitaire par la Commission nationale des femmes.
- Organisation, en 2011, de consultations avec Solution Exchange for Gender Community en vue de l'élaboration des directives concernant le rôle de la police dans le cadre de la loi sur la protection des femmes contre la violence familiale de 2007 et leur transmission à la Commission nationale des femmes pour publication.
- Élaboration de manuels de vulgarisation juridique en langue nationale en 2010 et en 2011 à l'intention des cours de formation organisés par l'UNICEF à l'intention de la police et des autres parties prenantes qui traitent avec des enfants délinquants et des enfants qui nécessitent des soins et de la protection.

### **Initiatives prises par l'organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

- La Journée internationale des femmes a été observée le 3 mars 2011 dans les bidonvilles de l'Uttar Pradesh. L'organisation a apporté une assistance à plus d'une centaine de victimes de la violence et de la coutume des dots. Elle a

facilité l'accès à des pensions de vieillesse, des pensions de veuve et des pensions pour femmes handicapées.

- En 2010, l'organisation a publié un manuel de vulgarisation juridique sous le titre « La violence familiale » destinée à sensibiliser la police et d'autres parties prenantes qui traitent des victimes.
- En 2010, l'organisation a formé et sensibilisé plus de 200 agents de police à Delhi aux questions relatives à l'égalité des sexes.
- En 2009, elle a publié un livre sur la violence à l'égard des femmes contenant les jugements de la Cour suprême et de la Cour de grande instance.
- Entre 2008 et 2011, elle a apporté un soutien psychosocial et une aide judiciaire à plus de 150 femmes en difficulté et victimes de la coutume de la dot.
- En 2001, elle a signé un mémorandum d'accord avec la St. Stephen's Patients Welfare Society pour le traitement d'enfants handicapés orthopédiques.
- Entre 2008 et 2001, elle a apporté une aide judiciaire et un soutien psychosocial à quelque 500 enfants délinquants.
- En 2011, elle a signalé des infractions à la loi sur la justice des mineurs commises par les médias et a sensibilisé les journalistes aux problèmes concernant les enfants. En 2009 et 2010, elle a informé et sensibilisé plus d'une centaine d'inspecteurs de police à Delhi.
- En 2009 et 2010, elle a donné à une dizaine d'enfants une éducation informelle avant leur admission à l'école régulière.
- Elle a également conduit des opérations de sauvetage en vue d'éliminer la mendicité des enfants.

#### **Renseignements additionnels**

- Entre 2008 et 2011, l'organisation a lancé des initiatives locales de création de capacités en améliorant les compétences des artisans et en les sensibilisant aux lois et aux défis posés par la mondialisation. En coopération avec le secteur privé, elle a mis à la disposition des artisans traditionnels, en particulier des femmes, des technologies nouvelles, en vue de protéger leurs droits de propriété intellectuelle conformément à la loi sur les origines géographiques, les intégrant ainsi dans le système économique moderne. Elle a facilité l'enregistrement des artisans qui fabriquent la poterie bleue de Jaipur, qui étaient parmi les premiers dans les pays à être des utilisateurs autorisés conformément à la loi.
- L'organisation a fourni des services à des femmes mourantes et démunies, y compris une assistance financière pour les soins médicaux donnés à des femmes souffrant de maladies graves et mortelles.



### 13. Social Service Agency of the Protestant Church in Germany

#### Statut consultatif spécial accordé en 2004

#### Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Les dernières années, l'agence a organisé un grand nombre d'ateliers sur des questions relatives à la mise en œuvre et la protection des droits de l'homme, en donnant une formation à plus de 500 défenseurs des droits de l'homme. L'un des objectifs primordiaux de ses ateliers consiste à associer activement les participants à tous les stades de l'examen périodique universel. Des ateliers ont été organisés en Angola, au Burundi, en Guinée, au Libéria, aux Philippines, en République démocratique du Congo, au Rwanda, au Tchad et au Togo.

En mai 2009, le Conseil œcuménique des Églises, l'Alliance œcuménique et la Fondation luthérienne mondiale ont lancé un site Web concernant les droits de l'homme financé par l'organisation. Le site fournit de nouveaux instruments et des informations aux partenaires concernant le système des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies.

Une fois par an, le Ministère fédéral des affaires étrangères organise un dialogue sur les droits de l'homme avec les organisations de défense des droits de l'homme réunies dans le *Forum Menschenrechte* (Forum sur les droits de l'homme). En tant que membre actif, l'organisation contribue chaque année à la publication d'aide-mémoire qui décrivent la situation des droits de l'homme dans les pays en développement. Ces aide-mémoire sont également utilisés par la délégation allemande au Conseil des droits de l'homme. L'organisation a parrainé plusieurs études exécutées par le Centre européen pour les droits constitutionnels et fondamentaux, dont une étude sur la responsabilité pénale au Sri Lanka en janvier 2009, publiée en juin 2010, un rapport parallèle sur l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et une étude sur les femmes et le conflit armé au Sri Lanka (janvier 2011) que l'organisation a présentées dans une déclaration orale à la quarante-huitième session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes le 24 janvier 2011 à Genève.

#### Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Chaque année, l'organisation accrédite sept employés en tant que représentants annuels auprès du Conseil des droits de l'homme. En outre, elle accrédite une série de partenaires provenant d'organisations de défense des droits de l'homme du monde entier en tant que représentants temporaires. Cela leur a permis de participer directement aux travaux du Conseil, en particulier à l'examen périodique universel de leurs pays respectifs et de créer un réseau de relations avec d'autres organisations. Parmi ces représentants, on peut citer le directeur de l'ONG congolaise *Voix des Sans-Voix*, le directeur de l'organisation partenaire angolaise Angola 2000, deux défenseurs des droits de l'homme du Zimbabwe Election Support Network et de l'Association nationale des organisations non gouvernementales, un défenseur des droits de l'homme togolais de la *Ligue togolaise des droits de l'homme* et un représentant de l'ONG Rights Now du Sri Lanka.

**Coopération avec des organismes des Nations Unies**

L'organisation a eu en plusieurs occasions des contacts avec le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme pour faire rapport sur des projets actuels et les présenter aux partenaires et organisations locaux. Le 30 avril 2009, elle a invité Roberto Garreton, membre du Groupe de travail sur la détention arbitraire, pour une discussion sur les possibilités de coopération.

Le 4 décembre 2009 à Genève, l'organisation a arrangé, en collaboration avec le réseau œcuménique allemand pour l'Afrique centrale, une discussion sur la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo avec le bureau du Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme. Des défenseurs congolais des droits de l'homme de Radio Mandeleo et des organisations Synergie des Femmes pour les Victimes des Violences Sexuelles Goma et Voix des Sans-Voix y ont participé.

**Initiatives prises par organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Quelque 75 % des fonds de l'organisation sont dépensés pour des projets exécutés avec des organisations partenaires dans des pays en développement, dont un nombre important sont liés aux objectifs du Millénaire pour le développement. Comme le montre son rapport annuel pour 2010, 31 % des dépenses totales afférentes aux projets étaient consacrées à la sécurité alimentaire, 24 % à l'élimination de la violence et 22,7 % à la fourniture d'un accès à des services de base (tels que soins de santé et éducation). Une autre partie importante des travaux de l'organisation réside dans des activités de sensibilisation au niveau national et européen et dans l'examen d'une série de questions exerçant une forte influence sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

**14. Society for the Protection and Assistance of Socially Disadvantaged Individuals****Statut consultatif spécial accordé en 2008****Buts et objectifs de l'organisation**

Sensibilisation et communication avec le public :

- Éducation et amélioration des connaissances des personnes et des autorités grâce aux médias, à l'organisation de séminaires et de conférences et à l'élaboration de brochures, de livres et d'enregistrements sonores et vidéo sur les problèmes des personnes défavorisées socialement.
- Organisation de manifestations de sensibilisation du public dans les écoles et les universités fréquentées par des mères célibataires séropositives aux fins du partage de leur expérience et de l'éducation des étudiants et du public concernant les problèmes posés par le VIH sida.
- Interviews avec des journaux et des stations radio et de télévision locaux sur des questions relatives au sida.

Appui à la communication, engagement et responsabilisation :

- Établissement d'une permanence téléphonique destinée à fournir un soutien psychosocial à des personnes socialement défavorisées.
- Fourniture de services spéciaux à des mères veuves infectées par le VIH et à leurs enfants, y compris un soutien financier, organisation de cours hebdomadaires et de sessions de thérapie de groupe, de visites à domicile et de soutien psychosocial, d'excursions de groupe, de cours d'artisanat et d'expositions de leurs produits en des occasions spéciales.
- La galerie d'art Ashianeh est en cours de construction; elle est conçue comme partie des activités de reconstruction du programme de l'organisation pour soutenir les familles, pour créer des espaces pour la formation aux arts et des expositions de manière à soutenir les victimes du VIH/sida. Des enfants et des mères célibataires suivront des cours d'art, à la fois comme forme de thérapie et pour la production d'articles à exposer et à mettre en vente. En outre, des artistes disposés à faire don de leurs œuvres pour soutenir financièrement la société pourront organiser des expositions dans la galerie.

### **Changements majeurs survenus au sein de l'organisation**

En 2010, l'organisation a ajouté deux nouveaux objectifs :

- Apporter un soutien psychosocial et des services sociaux à des familles et des individus qui ont des problèmes et ont besoin d'une assistance professionnelle.
- Fournir un abri temporaire à des enfants séropositifs afin de leur donner le soutien spirituel, financier et social dont ils ont besoin, et une éducation.

### **Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies**

En mai 2010, pour observer la Journée mondiale des orphelins du sida, une exposition a lieu à Le Mont-sur-Lausanne (Suisse) destinée à familiariser les gens avec le VIH sida et les personnes vivant avec le VIH, et pour recueillir des fonds grâce à la vente de tableaux d'artistes dans l'intérêt des orphelins du sida. La Société a invité des artistes suisses à collaborer avec cette exposition et à faire don des fonds tirés des ventes de leurs tableaux à l'UNICEF pour les enfants séropositifs de leur propre nationalité.

### **Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies**

L'organisation a assisté aux manifestations suivantes :

- Un atelier sur la prévention de la toxicomanie et du VIH/sida parmi les enfants des rues, organisé par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime les 13 et 14 juillet 2008 à Ankara.
- Le premier stage du processus de dialogue, de consultation et d'analyse du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement le 21 mai 2008 au bureau des Nations Unies à Téhéran.
- Le 2 décembre 2009, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a organisé un forum sur la création de réseaux par les ONG au bureau des Nations Unies à Téhéran.

- L'une des sessions mensuelles de l'UNICEF sur la question des femmes et des enfants, le 1<sup>er</sup> juin 2009 au bureau des Nations Unies à Téhéran.
- La troisième session de l'atelier sur la question de l'égalité des sexes dans des situations d'urgence organisé par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires les 20 et 21 novembre 2010 au bureau des Nations Unies à Téhéran.

**Initiatives prises par l'organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

- Organisation, chaque année, de la Journée mondiale des orphelins du sida le 7 mai.
- Organisation de réunions hebdomadaires avec des mères animatrices sanitaires consacrées l'examen de questions relatives à la santé, la culture, l'éducation, la psychologie, la nutrition et le travail social.
- En coopération avec des enseignants du séminaire de Qom, promotion d'initiatives qui visent à prévenir les infections par le VIH en 2009.
- Création d'un conseil de coordination et d'information sur le sida qui se réunit chaque semaine avec des spécialistes et experts compétents
- Organisation de *Chahar Shanbe Sory* (festival traditionnel du début de l'année) et d'autres programmes à l'intention des enfants soutenus par la société et distribution de panier avec des produits alimentaires et de cadeaux à tous les enfants et familles démunis.

## **15. Society of Catholic Medical Missionaries**

**Statut consultatif spécial accordé en 2000**

**Introduction**

La Society of Catholic Medical Missionaries aide des médecins à s'épanouir dans l'esprit du Christ dans leur vie personnelle et professionnelle, afin qu'ils puissent introduire cet esprit dans la science et l'art de la médecine.

**Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies**

La Société a participé à toutes les sessions de la Commission de la condition de la femme tenues pendant la période considérée et a contribué activement à un grand nombre de manifestations parallèles, ainsi qu'au débat de haut niveau du Conseil économique et social, au Dialogue de haut niveau sur le financement du développement de l'Assemblée générale et à la cinquantième session de la Commission du développement social, à laquelle elle a soumis une déclaration écrite (E/CN.5/2012/NGO/23).

### **Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies**

La société a pris part aux réunions suivantes :

- Quinzième, seizième et dix-septième sessions de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques tenues à Copenhague, Cancun et Durban respectivement.
- Neuvième, dixième et onzième sessions de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones à New York.

### **Initiatives prises par organisation à l'appui de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

- En Inde, la société a utilisé des groupes d'auto-assistance et des coopératives pour faire avancer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement concernant la pauvreté, l'éducation pour les femmes et la santé. Un membre de la société a reçu un prix de l'État pour ses efforts en faveur de l'élimination de la pauvreté et de l'autonomisation des femmes par le biais de la Mendipathar Multipurpose Cooperative Society.
- Au Madhya Pradesh, la société a fourni des suppléments nutritionnels à 5 000 enfants et 3 000 femmes enceintes.
- S'agissant de la protection environnementale, la société a planté 8 000 arbres avec la collaboration de femmes et d'enfants ruraux.
- La société a exécuté un programme de promotion de potagers en fournissant quatre types de semences et des plants à 550 familles de 20 villages.
- La société a aidé à créer des revenus pour 600 familles dans 20 villages en fournissant 1 800 poules.
- Elle a lancé la construction de 1 000 toilettes dans les zones rurales avec l'aide du Gouvernement et de la population locale.
- Elle a organisé des dispensaires et la formation et sensibilisation du personnel sanitaire dans les zones rurales.
- Chaque année, la société observe la Journée internationale des femmes et la Journée mondiale de la santé dans la plupart des pays où elle travaille.

La société a fourni des soins médicaux et psychologiques à plus de 5 000 personnes en Haïti, ainsi que des services de volontaires à court terme dans des camps créés à la suite des inondations au Pakistan, en collaboration avec l'équipe Caritas. Le membre japonais de la société a poursuivi des activités de secours et de collecte de fonds après la catastrophe de Fukushima au Japon et dans d'autres pays.